



Transport
Canada

Transports
Canada

427, rue Laurier, 14^e étage
Ottawa, Ontario
K1A 0N5

Your file Votre référence

Our file Notre référence
RDIMS 4167786

Par courrier recommandé

Le 13 juin 2008

M. Keith Creel
Vice-président exécutif - Exploitation
CN
Immeuble de l'exploitation Walker - B
3^e étage
10229, 127^e Avenue
Edmonton, Alberta
T5E 0B9

M. Don Watts
Cadre supérieur, Affaires réglementaires
CN
935, rue de la Gauchetière, 15^e étage
Montréal, Québec
H3B 2M9

M. Jean Patenaude
Avocat général adjoint
CN
935, rue de la Gauchetière, 16^e étage
Montréal, Québec
H3B 2M9

Messieurs,

Comme vous le savez, plusieurs accidents et incidents graves se sont produits sur les chemins de fer canadiens suite à des défaillances des essieux montés découlant du processus de fabrication utilisé à l'atelier de roues du Canadien National à Transcona, concernant les essieux montés qui ont été fabriqués entre avril 1998 et février 2001 en utilisant une méthode modifiée d'alésage des roues. Je sais que la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) a introduit certaines mesures à cet effet. Je sais également que votre compagnie a fourni au ministère les mesures supplémentaires qu'elle propose de prendre pour identifier et réduire les risques associés aux essieux montés qui ont été fabriqués entre avril 1998 et février 2001. Cependant, je ne suis pas convaincu qu'on a pris des mesures suffisantes.

.../2

L'article 33 de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* (LSF) autorise le ministre des Transports à émettre une injonction ministérielle à une compagnie de chemin de fer lorsque le ministre juge que la sécurité des opérations ferroviaires est compromise. Selon moi, la sécurité ferroviaire risque d'être compromise de façon imminente par le maintien en exploitation de wagons équipés d'essieux montés qui ont été fabriqués entre avril 1998 et février 2001 en utilisant une méthode modifiée d'alésage des roues. Par conséquent, j'émetts l'injonction ministérielle ci-jointe au CN en vertu de l'article 33 de la LSF.

Les mesures concernant l'injonction ministérielle ci-jointe doivent être mises en œuvre immédiatement. Je m'attends à recevoir la confirmation du CN à l'effet que les mesures initiales seront prises dans un délai de quarante-huit heures suivant la réception de l'injonction ministérielle.

En vertu de l'article 33, la présente injonction ministérielle demeurera en vigueur pendant six mois, soit jusqu'au 13 décembre 2008 dans ce cas-ci. Si on me prouve que le risque associé à ces essieux montés a été atténué, l'injonction ministérielle peut être abrogée avant la fin du délai de six mois. En vertu du paragraphe 33(6), l'injonction ministérielle peut aussi être renouvelée pour une autre période d'une durée déterminée si je ne suis pas convaincu que les mesures prises et/ou proposées sont adéquates.

Si vous avez des questions concernant l'injonction ministérielle, veuillez communiquer avec M. Walter Carlson, Directeur – Équipement et exploitation, par téléphone au 613-990-7745, ou par courriel à carlsw@tc.gc.ca, ou avec M. Greg Guitard, Gestionnaire de l'équipement ferroviaire, par téléphone au 613-949-2379, ou par courriel à guitarg@tc.gc.ca.

Veillez agréer, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.

Original signé par Luc Bourdon

Luc Bourdon
Directeur général
Direction générale de la sécurité
ferroviaire

cc. Liste de diffusion

Pièce jointe

Injonction ministérielle en vertu de l'article 33 de la Loi sur la sécurité ferroviaire (LSF)

Identification et enlèvement des essieux montés ayant été fabriqués à l'atelier de roues du Canadien National à Transcona

À : Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN)

L'article 33 de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* (LSF) autorise le ministre des Transports à émettre une injonction ministérielle à une compagnie de chemin de fer lorsque le ministre juge que la sécurité des opérations ferroviaires est compromise.

Je sais que plusieurs accidents et incidents graves se sont produits sur les chemins de fer canadiens suite à des défaillances des essieux montés découlant du processus de fabrication utilisé à l'atelier de roues du Canadien National à Transcona, concernant les essieux montés qui ont été fabriqués entre avril 1998 et février 2001 en utilisant une méthode modifiée d'alésage des roues. Je ne suis pas convaincu qu'on a pris les mesures suffisantes pour atténuer le risque causé par l'exploitation continue de ces essieux montés et par le fait qu'on néglige de prendre les mesures pour les identifier et les retirer immédiatement du service. Selon moi, la sécurité ferroviaire risque d'être compromise de façon imminente par l'exploitation continue d'essieux montés ayant été fabriqués entre le 1^{er} avril 1998 et le 28 février 2001 par le Canadien National à Transcona, en utilisant une méthode modifiée d'alésage des roues. Par les présentes, j'ordonne ce qui suit :

En ce qui concerne les essieux montés de 36 pouces assemblés entre le 1^{er} avril 1998 et le 28 février 2001 à l'atelier de roues du Canadien National de Transcona en utilisant une méthode modifiée d'alésage des roues, il est ordonné au CN, par les présentes, de prendre les mesures suivantes :

- 1) Identifier et retirer ces essieux montés du service canadien au plus tard le 15 octobre 2008;
- 2) Au plus tard le 13 décembre 2008, mettre en place un système pour consigner et faire le suivi des principaux éléments suivants, sans s'y limiter, tout au long de leur cycle de vie : roues, essieux montés, essieux, roulements à rouleaux, appareils de traction, attelages;

- 3) Présenter au ministère une mise à jour mensuelle sur le retrait de ces essieux montés;
- 4) Mettre en œuvre un système pour aviser le ministère de tout incident lié à des défaillances systémiques soupçonnées des principaux éléments, tel qu'indiqué au point 3) ci-dessus.

En vertu de l'article 33, l'injonction ministérielle demeurera en vigueur pendant six mois, soit jusqu'au 13 décembre 2008 dans ce cas-ci. Si on me prouve que le risque associé à ces essieux montés a été adéquatement atténué, l'injonction ministérielle peut être abrogée avant la fin du délai de six mois. En vertu du paragraphe 33(6), l'injonction ministérielle peut aussi être renouvelée pour une autre période d'une durée déterminée si je ne suis pas convaincu que les mesures prises et/ou proposées sont adéquates.

Directeur général
Direction générale de la sécurité
ferroviaire

Date



Transport
Canada

Transports
Canada

427 Laurier Avenue, 14th Floor
Ottawa, Ontario
K1A 0N5

Your file Votre référence

Our file Notre référence

By Registered Mail

June 13, 2008

Mr. Keith Creel
Executive Vice-President, Operations
CN
Walker Operations Building-B
3rd Floor
10229 127th Avenue
Edmonton, Alberta
T5E 0B9

Mr. Don Watts
Senior Manager, Regulatory Affairs
CN
935 de la Gauchetière, 15th Floor
Montreal, Quebec
H3B 2M9

Mr. Jean Patenaude
Assistant General Counsel
CN
935 de la Gauchetière, 16th Floor
Montreal, Quebec
H3B 2M9

Dear Sirs:

As you are aware, there have been a number of serious accidents and incidents on Canadian railways as a result of wheel set failures arising from the manufacturing process at the Canadian National Transcona wheel shop on wheel sets manufactured between April 1998 and February 2001 using a modified boring process. I am aware that the Canadian National Railway Company (CN) has introduced certain measures in this regard. I am also aware that your company has provided the Department with additional measures it proposes to take in order to identify and reduce the risks associated with wheel sets manufactured between April 1998 and February 2001. However, I am not satisfied that sufficient action has been taken.

.../2

Section 33 of the *Railway Safety Act* (RSA) gives the Minister of Transport the authority to issue an Emergency Directive to a railway company when the Minister is of the opinion that there is an immediate threat to safe railway operations. In my opinion, there remains an immediate threat to safe railway operations with continued operation of cars with wheel sets manufactured between April 1998 and February 2001 using a modified boring process. As a result, I am issuing the appended Emergency Directive under Section 33 of the RSA to CN.

The appended Emergency Directive is to be implemented immediately. I expect to receive from CN confirmation of initial action taken within forty-eight hours of receipt of the Directive.

Pursuant to Section 33, this Emergency Directive is to remain in effect for a period of six months, in this case, December 13, 2008. If I am satisfied that the risk associated with the above-described wheels sets is mitigated, the Emergency Directive may be rescinded before the six month period has elapsed. Pursuant to Subsection 33(6), the Emergency Directive may also be renewed for a further specified period of time, if I am not satisfied with the measures taken and/or proposed.

Should you have any questions with regard to the Emergency Directive, please contact Mr. Walter Carlson, Director – Equipment and Operations, by telephone at (613) 990-7745 or by email at carlsw@tc.gc.ca, or Mr. Greg Guitard, Manager – Railway Equipment, by telephone at (613) 949-2379 or by email at guitarg@tc.gc.ca.

Sincerely yours,

Original signed by

Luc Bourdon
Director General
Rail Safety Directorate

c.c.: Distribution List

Attachment

Emergency Directive Pursuant to Section 33 of the Railway Safety Act (RSA)

Identification and Removal of Canadian National Transcona Wheel Sets

To: Canadian National Railway Company (CN)

Section 33 of the *Railway Safety Act* (RSA) gives the Minister of Transport the authority to issue an Emergency Directive to a railway company when the Minister is of the opinion that there is an immediate threat to safe railway operations.

I am aware of a number of serious accidents and incidents on Canadian railways as a result of failures arising from the manufacturing process at the Canadian National Transcona wheel shop on wheel sets manufactured between April 1998 and February 2001, using a modified boring process. I am not satisfied that sufficient action has been taken to mitigate the threat posed by continued operation of these wheel sets and lack of consistent identification and immediate removal from service. In my opinion, there is an immediate threat to safe railway operations with continued operation of wheel sets from Canadian National Transcona manufactured between April 1998 and February 2001 using a modified boring process. I hereby order the following:

Regarding the 36-inch wheel sets assembled by Canadian National Transcona wheel shop between April 1, 1998, and February 28, 2001, using a modified boring process, CN is hereby directed to:

- 1) Identify and remove said wheel sets from Canadian service, by no later than October 15, 2008;
- 2) Put in place a system to record and track major components such as, but not limited to, wheels, wheel sets, axles, roller bearings, draft gears, and couplers throughout their service life, by no later than December 13, 2008;
- 3) Provide the Department with a monthly update on removal of the above-described wheel sets; and
- 4) Implement a system to notify the Department of all incidents of suspected systemic failures of major components as indicated in item 3) above.

Pursuant to Section 33, the Directive is to remain in effect for a period of six months, in this case, December 13, 2008. If I am satisfied that the risk associated with the above-described wheels has been adequately mitigated, the Directive may be rescinded before the six-month period has elapsed. Pursuant to Subsection 33(6), the Directive may also be renewed for a further specified period of time, if I am not satisfied with the measures taken and/or proposed.

Director General
Rail Safety Directorate

Date

Distribution List

Arnaud Railway Company
Burlington Northern and Santa Fe Railway Company
Canadian National Railway Company
Canadian Pacific Railway Company
Chemin de fer de la Matapédia et du Golfe Inc.
Capital Railway
CSX Transportation Inc.
Eastern Maine Railway Company
Essex Terminal Railway Company
Goderich-Exeter Railway Company Limited
Great Canadian Raitour Company Ltd.
Hudson Bay Railway Company
International Bridge and Terminal Company
Kelowna Pacific Railway Company
Kettle Falls International Railway Company
Maine Central Railroad Company and Springfield Terminal Railway Company
Minnesota, Dakota and Western Railway Company
Montreal, Maine and Atlantic Railway Limited and the Montreal, Maine and Atlantic Canada Company
National Railroad Passenger Corporation (Amtrak)
Nipissing Central Railway Company
Norfolk Southern Railway Company
Okanagan Valley Railway Company
Ottawa Central Railway Inc.
Pacific and Arctic Railway and Navigation Company/British Columbia Yukon Railway Company/British Yukon Railway Company Limited carrying on business as or proposing to carry on business as White Pass and Yukon Route
Quebec North Shore and Labrador Railway Company
RaiLink Canada Limited
St. Lawrence and Atlantic Railroad (Québec) Inc.
Sydney Coal Railway Incorporated
Toronto Terminals Railway Company Limited
Tshiuetin Rail Transportation Inc.
Union Pacific Railroad Company
VIA Rail Canada Inc.
Wabush Lake Railway Company, Limited

Liste de diffusion

Arnaud Railway Company
Burlington Northern and Santa Fe Railway Company
Canadian National Railway Company
Canadian Pacific Railway Company
Chemin de fer de la Matapédia et du Golfe Inc.
Capital Railway
CSX Transportation Inc.
Eastern Maine Railway Company
Essex Terminal Railway Company
Goderich-Exeter Railway Company Limited
Great Canadian Raitour Company Ltd.
Hudson Bay Railway Company
International Bridge and Terminal Company
Kelowna Pacific Railway Company
Kettle Falls International Railway Company
Maine Central Railroad Company and Springfield Terminal Railway Company
Minnesota, Dakota and Western Railway Company
Montreal, Maine and Atlantic Railway Limited and the Montreal, Maine and Atlantic Canada Company
National Railroad Passenger Corporation (Amtrak)
Nipissing Central Railway Company
Norfolk Southern Railway Company
Okanagan Valley Railway Company
Ottawa Central Railway Inc.
Pacific and Arctic Railway and Navigation Company/British Columbia Yukon Railway Company/British Yukon Railway Company Limited carrying on business as or proposing to carry on business as White Pass and Yukon Route
Quebec North Shore and Labrador Railway Company
RaiLink Canada Limited
St. Lawrence and Atlantic Railroad (Québec) Inc.
Sydney Coal Railway Incorporated
Toronto Terminals Railway Company Limited
Tshiuetin Rail Transportation Inc.
Union Pacific Railroad Company
VIA Rail Canada Inc.
Wabush Lake Railway Company, Limited